



NOTE DE CADRAGE

Statut et aspirations des classes moyennes : opportunités et défis pour le développement durable

Puisque les Objectifs de développement durable (ODD) visent globalement à réduire la pauvreté, leur succès entraînerait une croissance des classes moyennes (inférieures) dans le monde. Entre aspiration à l'ascension sociale et peur de tomber dans la pauvreté, cette catégorie sociale constitue un groupe important pour la stabilité politique et la croissance économique. Leurs trajectoires opposées dans les pays industrialisés et en développement n'empêchent pas d'identifier des défis communs en matière de développement durable : la conception de systèmes fiscaux de redistribution, l'offre de services publics et de protection sociale, et l'évolution des comportements vers une consommation durable. Cela remet en question la façon dont l'individualisme, l'action collective et les interventions de l'État peuvent s'articuler autour de nouvelles valeurs et programmes politiques qui restent à construire.

1. CONTEXTE

La façon dont les classes moyennes sont définies (critères économiques ou sociologiques, relatifs ou absolus) détermine les défis à aborder pour les politiques publiques. Nous définissons ici les classes moyennes comme les « ni riches, ni pauvres ».

♦ Statut et trajectoires

des classes moyennes (inférieures)

Dans les pays industrialisés, les classes moyennes se situent entre les 4^e et 9^e déciles de revenu. Le concept de « rétrécissement de la classe moyenne », bien que controversé, montre la diminution de la part de ce groupe dans le revenu total et l'augmentation de celle des déciles supérieurs. Dans les économies développées aujourd'hui en crise, des études soulignent également la moindre confiance des classes moyennes dans le progrès social.

Dans les pays en développement, une classe moyenne globale émerge. Avec le critère d'un revenu quotidien entre 10 et 100 USD, les classes moyennes augmentent principalement en Asie (Chine et Inde), stimulées par la croissance économique rapide. En

Amérique latine, c'est la réduction de la pauvreté qui entraîne une augmentation des classes moyennes. Les classes moyennes inférieures, au revenu quotidien entre 2 et 13 USD, atteignent elles une « petite prospérité », combinant capacité à se procurer des produits et services de consommation autres que les biens de subsistance et exposition aux risques de l'existence.

Au-delà du revenu, les classes moyennes semblent par ailleurs partager des pratiques et valeurs. Puisqu'elles restent vulnérables, elles aspirent au confort, à la sécurité, la stabilité, l'ascension sociale (et/ou redoutent la pauvreté). Elles valorisent le travail, le statut professionnel, la démocratie, la stabilité politique, le progrès social, l'accès à la propriété et aux équipements ménagers, la vie urbaine moderne, etc.

♦ L'importance des classes moyennes

Les classes moyennes représentent la majorité des électeurs et des consommateurs. Dans l'ensemble, leur déclin relatif dans les pays industrialisés et leur émergence dans les pays en développement déstabilisent les équilibres sociétaux, d'où l'importance de leur inclusion pour la durabilité des trajectoires de développement.

Historiquement, les classes moyennes constituent les piliers de la démocratie et de l'économie de marché. Plus instruites et libérées des réseaux traditionnels et familiaux de solidarité, elles sont souvent mobilisées politiquement. Leurs demandes de services publics et droits civils sont apparues parallèlement à l'État-providence ; le contexte de crise économique et d'inégalités croissantes peuvent aujourd'hui entraîner des frustrations. Dans les pays en développement où services et institutions publiques restent insuffisants, les classes moyennes peuvent se tourner vers des services privés et être politiquement désengagées. Le contrat social de redistribution et de solidarité s'en trouve menacé, et la désaffection politique (abstention, votes extrêmes) associée à l'individualisme vient saper les fondements de l'action collective.

En outre, les classes moyennes souhaitent et peuvent consommer des biens et services « modernes », favorisant ainsi la croissance des marchés intérieurs. Moteur du développement économique et moyen de satisfaire les exigences sociales, cette consommation est à

consolider. Néanmoins, le consumérisme peut aussi s'avérer incompatible avec les impératifs de protection de l'environnement et du climat, questionnant ainsi l'ensemble des modèles, valeurs et comportements sociétaux. Une tension apparaît donc entre consommation et croissance, d'une part, et durabilité et environnement, de l'autre.

2. ENJEUX/SOLUTIONS

Même si les classes moyennes ne sont pas explicitement traitées par les ODD, la cible 10.1 visant la croissance du revenu des 40 % les plus pauvres viendrait alimenter les classes moyennes. Par conséquent, construire « des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale et parvenir progressivement à une plus grande égalité » (cible 10.4) et « des institutions efficaces, responsables et transparentes », et assurer que « le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions » (cibles 16.6 & 16.7) seront essentiels. À l'inverse, l'absence d'action générerait du mécontentement socio-politique.

◇ Systèmes fiscaux de redistribution

Les classes moyennes constituent la part la plus importante de l'assiette fiscale, en termes absolus et relatifs ; elles sont en parallèle dépendantes et demandeuses de services sociaux publics. Néanmoins, inégalités et déficience des services et institutions publics fragilisent la solidarité. Le fardeau fiscal des classes moyennes peut les conduire à demander de réduire les dépenses de lutte contre la pauvreté, importantes et dont elles ne bénéficieront pas directement. Un système fiscal durable repose donc sur des services publics de qualité, la confiance dans la gestion publique et l'acceptation d'un contrat social et d'un intérêt général dépassant les calculs individuels. L'équation complexe consiste à concevoir une fiscalité répondant à la volonté et à la capacité de payer des classes moyennes.

◇ Politiques sociales et capital humain

L'investissement dans l'avenir et la sécurité vis-à-vis des risques de l'existence sont essentiels pour les classes moyennes inférieures. Leurs demandes et efforts se concentrent sur l'éducation des enfants, la propriété, l'assurance maladie, les caisses de retraite, la stabilité de l'emploi, etc., pour atténuer leur vulnérabilité. Les politiques de protection sociale sont indispensables pour leur éviter de (re)tomber dans la pauvreté (et donc de générer des charges sociales additionnelles). Investir dans le capital humain stimulera également une augmentation future de la productivité, la capacité d'innovation et la cohésion sociale. Dans les pays en développement, notamment, les services de santé et d'éducation privés se substituent aux services publics déficients. Outre la prestation publique, le défi devient celui de la régulation et de l'équité de ces services sociaux privés qui servent l'intérêt général, et de leur articulation avec la sécurité sociale publique.

◇ Politiques environnementales et consommation durable

L'émergence des classes moyennes dans les pays en développement alimente un certain consumérisme qui présente des menaces pour l'environnement (émissions de CO₂, exploitation des ressources et pollution). Cette évolution des modes de consommation a des impacts nationaux et mondiaux. Les politiques de développement durable devront par conséquent aussi faire évoluer les pratiques de consommation de ces classes moyennes.

3. OBJECTIFS DE LA SESSION/QUESTIONS

- Pour satisfaire les aspirations individuelles à l'ascension sociale, ou apaiser la crainte du déclassement, comment fournir et réguler des services publics de qualité et une protection sociale ?
- Comment combiner individualisme, volonté de contribuer à la redistribution fiscale et adhésion au contrat social ?
- Au niveau mondial, la sortie de la pauvreté des classes moyennes (inférieures) et le consumérisme menacent l'environnement ; quelles mesures peuvent modifier aspirations et comportements pour plus de durabilité ?
- Au niveau national, les mouvements sociaux des classes moyennes constituent un défi croissant (cf. Brésil ou Printemps Arabe) ; quels sont leurs impacts sur la redevabilité et la légitimité politiques, et que faire pour améliorer la prise de décision collective ?

RÉFÉRENCES

Chancel, L., & Voituriez, T. (2015). Taking income inequality reduction seriously: a pass-or-fail test for the Sustainable Development Goals, *Issue Brief No. 06/15*, Iddri, Paris.

Darbon, D., & Toulabor, C. (Eds.). (2014). *L'invention des classes moyennes africaines. Enjeux politiques d'une catégorie incertaine*, Karthala, Paris.

Kharas, H. (2010). The emerging middle class in developing countries, *Working Paper No. 285*, OECD, Paris.

Milanovic, B., & Yitzhaki, S. (2002). Decomposing world income distribution: Does the world have a middle class? *Review of Income and Wealth*, 48(2), 155–178.

Ravallion, M. (2009). The Developing World's Bulging (but Vulnerable) 'Middle Class', *Policy Research Working Paper No. 4816*, World Bank, Washington DC.

Cet événement a bénéficié d'une aide de l'Etat gérée par l'Agence nationale de la recherche au titre du programme «Investissements d'avenir» portant la référence ANR-10-LABX-01.

